

Européistes et islamistes : une même volonté d'imposer leur dogme à des peuples qui n'en veulent pas

Les européistes ne nous déçoivent jamais. Il leur aura fallu à peine 24 heures pour que, sans craindre le ridicule, ils envisagent de faire revoter ces crétins d'Irlandais, qui, bien évidemment, n'ont rien compris. C'est ce qu'exprime le « socialiste » Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat aux affaires européennes : « Il faut que le processus de ratification aille à son terme et laisser le temps de la réflexion aux Irlandais, savoir si moyennant quelques médiations, ils peuvent revoter. Il n'y a pas d'autre solution ».

T'as raison, Jean-Pierre : qu'ils revotent jusqu'à ce que « oui s'ensuive », ou bien qu'ils fassent voter leur Parlement, c'est plus sûr !

Moins stupide sur la forme, bien que d'accord sur le fond, Sarkozy retrouve des accents de campagne électorale : « Le non est une réalité politique, on doit l'accepter. Ce n'est pas un hasard. Beaucoup d'Européens ne comprennent pas comment on construit l'Europe en ce moment. Je pense à une politique européenne de l'immigration, je pense à une réponse européenne à l'augmentation du prix du pétrole. Nous devons être plus efficace au service de la vie quotidienne des Européens ».

T'as raison, Nicolas ! Mais, au fait, comment s'appelle le président de la République qui a ratifié le Traité de Lisbonne en contournant la réalité politique du « non » de son pays ? Comment s'appelle le président de la République qui a félicité Attali (qui propose un appel massif à l'immigration en France et dans toute l'Europe), et quelle est la réponse de Bruxelles à la France, quand la France propose de baisser la TVA sur les

carburants ?

L'éditorialiste du Figaro, Pierre Rousselin, se lâche dans son édito du 14 juin : « Heureusement, l'Irlande est le seul pays dont la Constitution l'oblige à soumettre tout traité au vote populaire... »

T'as raison, Pierre, les électeurs irlandais sont aussi irresponsables que les Français et les Hollandais, heureusement qu'on a des députés qui représentent aussi fidèlement leurs électeurs !

Egale à elle-même, l'ineffable Elisabeth Guigou, parachutée dans le 93, exprime son profond respect du suffrage universel : « L'Irlande est passée en termes de niveau de vie de l'Albanie au Luxembourg, grâce à l'argent débloqué par l'Europe. Il y a de quoi s'interroger sur les égoïsmes ».

T'as raison, Elisabeth : ces crétins d'Irlandais seront ravis d'apprendre qu'ils étaient au niveau de l'Albanie, avec les bières et le rugby en plus. Mais, au fait, comment s'appelle cette élue socialiste qui nous avait promis, en 2005, d'abandonner la politique si le « non » l'emportait ?

Martine Aubry, nouvelle coqueluche des médias, a trouvé, quant à elle, cette phrase forte : « Je préfère une Europe qui avance, même à petits pas, à une Europe qui stagne ».

T'as raison, Martine ! Moi je préfère être riche et en bonne santé que pauvre et malade, et je n'ai pas oublié que tu m'as traité de xénophobe parce que je parlais du plombier polonais, pour montrer que l'Europe libérale voulait casser le droit du travail en France.

Quant à Ségolène Royal, elle a tout compris, et retrouve des accents de gauche : « Le non fait perdre beaucoup de crédibilité à Nicolas Sarkozy sur la scène européenne ».

T'as raison, Ségolène ! Mais, au fait, quelle est la candidate socialiste qui, aux dernières élections présidentielles, nous avait promis un référendum sur le futur Traité de Lisbonne, et dont les amis ont aidé l'UMP à contourner le peuple, pour faire adopter ledit Traité ?

Pendant ce temps, ils travaillent dur, les technocrates de Bruxelles ! Leur dernière ? Ils viennent de lancer, depuis

Zagreb, une nouvelle campagne « Lève la main contre la fessée » (1). L'initiative s'appuie sur un mouvement international porté par l'Unicef et l'Unesco pour abolir les châtiments corporels contre les enfants d'ici 2009. Récemment, les Pays-Bas, la Grèce, le Portugal et l'Espagne ont réformé leur législation dans ce sens, et dix-huit pays européens ont imposé l'interdiction complète des ces « violences ».

On est sauvé ! Déjà à l'école, les professeurs ne peuvent plus donner une tape à un gamin qui les insulte. Dorénavant, les parents qui chercheront encore à fixer des interdits à leurs enfants se retrouveront au commissariat ! Bayrou, qui avait giflé un gamin lui faisant les poches – méthode fasciste, selon l'inévitable Cohn-Bendit – aurait dû faire de la prison !

Notre amie Christine Tasin, avec sa gouaille inimitable, demande dans ce numéro l'annulation de son mariage forcé avec l'Union européenne. Ceux qui estiment que la seule solution est la sortie d'une Europe libérale autiste et non redressable ont des arguments encore plus forts pour réussir cette annulation (2).